CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 73.088/4
du 13 mars 2023

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les fins d'utilité publique auxquelles est affectée une partie du bénéfice de la Loterie Nationale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 73.088/4
van 13 maart 2023

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de doeleinden van openbaar nut waarvoor een deel van de winst van de Nationale Loterij wordt bestemd'

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

Le 10 février 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie nationale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les fins d'utilité publique auxquelles est affectée une partie du bénéfice de la Loterie Nationale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 mars 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 mars 2023.

*

Op 10 februari 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale loterij verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de doeleinden van openbaar nut waarvoor een deel van de winst van de Nationale Loterij wordt bestemd'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 maart 2023.

*

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE

1. Selon l'article 1er de l'arrêté en projet,

> « [l]es fins d'utilité publique auxquelles est affectée une partie du bénéfice de la Loterie Nationale, conformément à l'article 22, alinéa 1er, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, concernent les activités au sens large sur le plan social, familial, sociétal, environnemental, philanthropique, patriotique, scientifique, culturel ou sportif ».

2. Confrontée à un dispositif de portée comparable, la section de législation, dans un avis n° 30.782/VR donné le 28 février 2001 sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les fins d'utilité publique auxquelles est affectée une partie du bénéfice de la Loterie nationale', a formulé l'observation suivante :

> « À la lecture des articles 1er, alinéa 1er, et 2 de l'arrêté en projet, il apparait en effet d'emblée que les fins d'utilité publique auxquelles est affectée une partie du bénéfice de la Loterie nationale se rapportent à des projets qui portent essentiellement sur des matières qui ressortissent à la compétence exclusive des communautés, qu'il s'agisse de l'enseignement, des matières culturelles ou des matières personnalisables. En d'autres termes, l'arrêté en projet tend à faire financer au moyen de fonds fédéraux des projets qui se situent presqu'exclusivement dans la sphère des compétences des communautés.
>
> Dans l'état actuel de la législation, ceci n'est pas admissible. La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ne contient en effet aucune disposition qui permettrait à la Loterie nationale d'affecter une partie de son bénéfice à des fins d'utilité sociale se rapportant à de tels projets. L'État fédéral en est d'ailleurs lui-même conscient puisqu'aussi bien le Gouvernement a, postérieurement à la présente demande d'avis, consulté la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet de loi spéciale 'portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions', lequel contient un article 40, qui insère dans la loi spéciale un nouvel article 62*bis* rédigé comme suit :
>
> 'Art. 62*bis*. § 1er. À partir de l'année budgétaire 2002, il est procédé chaque année au transfert de 27,44 % du bénéfice de la Loterie Nationale à répartir, comme il est prévu par arrêté délibéré en Conseil des ministres, aux Communautés en vue de subventionner des initiatives ou des projets d'intérêt sociétal.
>
> § 2. Du montant obtenu en application du § 1er, 0,8428 % est attribué chaque année à la Communauté germanophone.

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

§ 3. Le montant obtenu en application du § 1er, après déduction des montants établis au § 2, est réparti chaque année entre la Communauté française et la Communauté flamande selon la part de chaque Communauté dans le total du montant obtenu en application de l'article 36, 1° et 2°, pour les deux Communautés réunies.

§ 3. Les montants susvisés sont versés au moyen d'avances qui le 30 juin et le 31 décembre de l'exercice concerné ne peuvent excéder respectivement 50 % et 80 % de la répartition provisoire des bénéfices de la Loterie Nationale comme il est prévu en Conseil des ministres'.

Cet article a donné lieu aux observations suivantes du Conseil d'État :

'1. Selon l'exposé des motifs, cet article organise le versement aux communautés d'un pourcentage fixe du bénéfice à distribuer de la Loterie nationale 'afin de conférer aux communautés une plus grande autonomie dans l'affectation des moyens en provenance de la Loterie'. L'exposé des motifs précise toutefois plus loin que 'le but explicite de la disposition est que les Communautés affectent ces moyens au financement d'initiatives ou de projets d'intérêt sociétal'.

Si, en vertu de l'article 175, alinéa 1er, de la Constitution, une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, fixe le système de financement pour la Communauté française et pour la Communauté flamande, l'alinéa 2 de la même disposition constitutionnelle dispose que les Conseils de la Communauté française et de la Communauté flamande règlent par décret, chacun en ce qui le concerne, l'affectation de leurs recettes.

Il en résulte qu'il n'appartient pas au législateur spécial de déterminer lui-même l'affectation future de la partie des bénéfices de la Loterie nationale qu'il transfère aux Communautés. Par conséquent, à l'article 62*bis*, § 1er en projet, les mots 'en vue de subventionner des initiatives ou des projets d'intérêt sociétal' doivent être omis.

2. L'article 62*bis*, § 2, en projet dispose qu'un pourcentage déterminé du montant obtenu en application du paragraphe 1er de cet article est attribué chaque année à la Communauté germanophone. L'on sait cependant que l'article 176, alinéa 1er, de la Constitution prévoit que le système de financement de la Communauté germanophone est fixé par une loi ordinaire, et que le financement de cette communauté n'est pas réglé par la loi spéciale du 16 janvier 1989, mais bien par la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone. Par conséquent, l'article 62*bis*, § 2, en projet devra être distrait du projet.

3. Eu égard à l'observation formulée au point 2, la référence aux 'montants établis au § 2' (lire : 'du montant établi au § 2') figurant à l'article 62*bis*, § 3, en projet doit être supprimée' [1].

La section de législation ne peut, dans le présent avis, que se référer à ces observations.

[1] *Note de bas de page n° 1 de l'avis cité :* Avis 31.227/VR de la section de législation du Conseil d'État du 21 février 2001 sur un avant-projet de loi spéciale « portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions ».

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

En attendant que la loi spéciale soit révisée, la Loterie nationale ne peut financer que des projets qui portent sur des matières qui relèvent de la compétence de l'État fédéral. Ce dernier pourrait aussi, le cas échéant, conclure avec les collectivités fédérées un accord de coopération visant à la mise en commun de fonds en vue de financer des projets distincts qui les uns ressortissent à la compétence de l'État fédéral et les autres, à celle des collectivités fédérées, ou des projets communs qui, par certains de leurs aspects, relèvent de la compétence de l'État fédéral et par d'autres, de celle des collectivités fédérées [2]. Mais il ne peut, en tout cas, financer, au moyen de ses fonds propres, des projets qui interviennent dans les matières qui sont exclusivement de la compétence des collectivités fédérées ».

3. Les fins d'utilité publique auxquelles se réfère l'article 1er de l'arrêté en projet concernent, non seulement des matières qui ressortissent largement aux compétences communautaires, à l'instar du sport et de la culture, mais aussi aux compétences régionales, à l'instar de l'environnement. Par ailleurs, le mécanisme de subsidiation prévu par l'arrêté en projet n'opère pas par la médiation d'une intervention de l'autorité communautaire compétente sur la base de fonds qui seraient alloués directement à celle-ci au titre de participation aux bénéfices de la Loterie Nationale. Il se déduit de ce double constat que l'article 62*bis* de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989 ne saurait constituer le fondement juridique de ce mécanisme.

4. Interrogé sur la compatibilité du mécanisme mis en place avec les règles répartitrices de compétence, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« En réponse à votre question, vu la répartition des compétences entre les entités fédérées et le niveau fédéral, la Loterie Nationale ne peut bien sûr pas empiéter sur le champ de compétence des entités fédérées sans accord de celles-ci, et ce tout comme par le passé.

Au niveau fédéral, il peut néanmoins exister des activités ou des initiatives éventuellement nationales sur le plan social, familial, sociétal, philanthropique, patriotique, scientifique, culturel ou sportif qui ne relèvent pas des entités fédérées ou qui ne sont pas financées par celles-ci.

La formulation utilisée reprend en réalité quasiment mot pour mot les fins d'utilité publique visées à l'art. 1er 14° de l'AR du 20 février 1992 et au même article de l'AR du 24 janvier 1997, arrêtés qui exécutaient l'article 15 de la loi de 1991 sur la Loterie Nationale (postérieure aussi, comme la loi actuelle de 2002 sur la Loterie Nationale, à la Loi Spéciale de Financement du 16 janvier 1989).

[2] *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité :* C'est sans doute à cette hypothèse que se référait la section de législation lorsqu'elle faisait observer à propos de l'article 24 d'un avant-projet, devenu l'article 18 (adapté) de la loi du 22 juillet 1991 :
« La portée de cette disposition telle qu'elle est rédigée est ambiguë. Si elle doit s'interpréter comme conférant aux autorités communautaires ou régionales un pouvoir de codécision à l'égard de projets au financement desquels elles ne concourent pas, elle est contraire au principe d'exclusivité des compétences de l'État, des Communautés et des Régions. En revanche, si le cas envisagé est celui de projets financés en commun par plusieurs pouvoirs publics, il est normal que ceux-ci s'accordent sur les modalités de leurs participations respectives.
Le texte de l'article 24 doit être revu en conséquence. Ignorant les intentions de l'auteur du projet, le Conseil d'État s'abstiendra de formuler une proposition de texte pour l'article 18 du texte proposé ci-après ». (*Doc. parl.*, Sénat, 1296-1 (1990-1991), p. 38).

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

Selon le dernier alinéa de l'art. 1er des AR précités, il n'était pas nécessaire que les activités visées au 14° soient subventionnées par un autre pouvoir public pour figurer dans les fins d'utilité publiques de la Loterie Nationale (sauf 1 exception), et il s'agissait donc d'activités indépendantes de celle subventionnées par d'autres pouvoirs publics. (À noter par ailleurs que l'AR du 20/02/1992 permettait aussi que soient financées par la Loterie Nationale des fins d'utilité publique qui relevaient d'autres pouvoirs publics, à condition que ceux-ci soient au préalable déjà subventionnés).

Le même raisonnement vaut à notre estime pour le texte qui vous est soumis. Le système/l'articulation entre la loi de 1991 et l'AR de 1992 doit être modernisé/remplacé. C'est donc l'article 22, alinéa 1er de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale qui fonde légalement la Loterie Nationale ».

5. La section de législation déduit de ces explications que le mécanisme en projet n'a vocation qu'à aboutir à subsidier des initiatives développées dans les volets demeurant fédéraux des politiques « sociale », « familiale », « sociétale », « environnementale », « philanthropique », « patriotique », « scientifique », « culturelle » ou « sportive », au sens de l'article 1er de l'arrêté en projet. L'empiètement dans les domaines régionaux et communautaires de ces politiques ne pourrait par contre se concevoir, même de l'accord des communautés et régions concernées, sauf à ce qu'il s'agisse de « la mise en commun de fonds en vue de financer des projets distincts qui les uns ressortissent à la compétence de l'État fédéral et les autres, à celle des collectivités fédérées, ou des projets communs qui, par certains de leurs aspects, relèvent de la compétence de l'État fédéral et par d'autres, de celle des collectivités fédérées », selon les termes de l'avis n° 30.782/VR, auquel cas un accord de coopération devrait intervenir.

6. Au bénéfice de l'interprétation conforme ainsi rappelée, l'arrêté en projet ne soulève pas de problèmes en termes de répartition des compétences.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

L'alinéa 4 sera complété par la date du 19 janvier 2023.

DISPOSITIF

Article 2

1. L'alinéa 2 permet de déroger aux dispositions de l'alinéa 1er, sans préciser sur quels éléments mentionnés à l'alinéa 1er porte la faculté de dérogation.

Le texte sera précisé en conséquence, tout en veillant à la conformité du régime de dérogation envisagé avec le principe d'égalité et de non-discrimination et les dispositions légales applicables.

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

2. Interrogé sur la correspondance entre les mots « personne physique ou juridique » dans la version française de l'alinéa 2 et les mots « natuurlijke of rechtspersoon » dans la version néerlandaise de cet alinéa, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « Il convient effectivement, dans la version française du texte, d'entendre personne morale au lieu de personne juridique, de façon à correspondre au texte néerlandais qui fait référence aux deux notions distinctes que sont les personnes physiques et les personnes morales ».

La disposition sera revue en ce sens.

3. Interrogé à propos du « but social » et des « valeurs » de la Loterie Nationale dont question à l'alinéa 2, second tiret, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

> « Le but social de la Loterie Nationale (ou mission sociale) est fixé par la loi du 19 avril 2002 et précisé dans le contrat de gestion du 13 septembre 2021, en particulier sa section III 'activités de la Loterie Nationale', reprenant une série de missions sociales. L'article 59 réfère à la Charte de Gouvernance d'Entreprise fixée par le Conseil d'administration, qui détermine les valeurs de la Loterie Nationale et les explicite en détail (Respect, Adhésion et Esprit d'équipe) ».

Il est pris acte de ces éléments d'explication.

4. Interrogé sur la portée des mots « activité sociale locale » dont question à ce même alinéa 2, second tiret, le délégué du Ministre a indiqué :

> « Par activités sociales locales, il faut entendre des activités qui sont aussi susceptibles de dépasser le territoire communal. En effet, par local il faut plutôt entendre des activités dont l'ampleur reste limitée, tout en pouvant s'étendre sur plusieurs communes. Il faut plutôt exclure les activités organisées à grande échelle, soit en termes d'affluence ou en terme de territoire (national ou régional). En outre, des activités sociales locales pourraient avoir une nature environnementale, scientifique, ou sportive ».

L'auteur du projet vérifiera qu'il est adéquat de maintenir le mot « social » pour les activités locales, dès lors que l'intention est que les activités locales visées puissent également être de nature « environnementale, scientifique, ou sportive », et ce alors que l'article 1er du projet distingue les activités « sur le plan social » et les activités « sur le plan […] environnemental, […] scientifique […] ou sportif ».

Article 4

Dans la version française, il y a lieu d'écrire « est abrogé » et non « est supprimé ».

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

Article 5

L'arrêté royal en projet est destiné à entrer en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur des arrêtés royaux, à savoir dix jours après la publication au *Moniteur belge* [3], il y a lieu de renoncer à l'entrée en vigueur immédiate, et ce afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles dispositions.

*

[3] Article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID

1. Artikel 1 van het ontwerpbesluit luidt als volgt:

> "De doeleinden van openbaar nut waarvoor een deel van de winst van de Nationale [Loterij] wordt bestemd, overeenkomstig artikel 22, eerste lid van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij, zijn de activiteiten in de brede zin op sociaal, familiaal, maatschappelijk, milieu, menslievend, vaderlandslievend, wetenschappelijk, cultureel of sportief vlak."

2. Naar aanleiding van een vergelijkbaar dispositief heeft de afdeling Wetgeving in advies 30.782/VR van 28 februari 2001 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de doeleinden van openbaar nut waarvoor een deel van de winst van de Nationale Loterij wordt bestemd' de volgende opmerking geformuleerd:

> "Bij het lezen van de artikelen 1, eerste lid, en 2, van het ontworpen besluit, blijkt dat de doeleinden van openbaar nut waarvoor een gedeelte van de winst van de Nationale Loterij wordt bestemd, betrekking hebben op projecten die hoofdzakelijk verband houden met aangelegenheden die uitsluitend tot de bevoegdheid behoren van de gemeenschappen, ongeacht of het gaat om onderwijs, culturele dan wel persoonsgebonden aangelegenheden. Het ontworpen besluit strekt er met andere woorden toe uit federale middelen projecten te financieren die nagenoeg uitsluitend binnen de bevoegdheidssfeer van de gemeenschappen liggen.
>
> Bij de huidige stand van de wetgeving is zulks niet aanvaardbaar. De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten bevat immers geen enkele bepaling op grond waarvan de Nationale Loterij een gedeelte van haar winst zou kunnen bestemmen voor doeleinden van sociaal nut die verband houden met zulke projecten. De federale Staat is zich daar overigens zelf van bewust, aangezien de Regering, na het indienen van deze adviesaanvraag, bij de afdeling wetgeving een voorontwerp van bijzondere wet heeft ingediend 'tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten', dat een artikel 40 bevat dat in de bijzondere wet een nieuw artikel 62bis invoegt, luidende:
>
> 'Art. 62bis. § 1. Vanaf het begrotingsjaar 2002 wordt jaarlijks 27,44 % van de te verdelen winst van de Nationale Loterij, zoals bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, overgedragen naar de Gemeenschappen met het oog op de betoelaging van initiatieven of projecten van maatschappelijk belang.
>
> § 2. Van het met toepassing van § 1 verkregen bedrag wordt jaarlijks 0,8428 % toegewezen aan de Duitstalige Gemeenschap;

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

§ 3. Het met toepassing van § 1 bekomen bedrag, na aftrek van de in § 2 vastgestelde bedragen, wordt jaarlijks over de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap verdeeld volgens het aandeel van elke Gemeenschap in het totaal van de met toepassing van artikel 36, 1° en 2° voor beide Gemeenschappen samen bekomen bedrag.

§ 4. De voormelde bedragen worden gestort bij middel van voorschotten die op 30 juni en 31 december van het betrokken boekjaar niet hoger mogen zijn dan respectievelijk 50 % en 80 % van de voorlopige winstverdeling van de Nationale Loterij zoals in Ministerraad bepaald.'

Dit artikel heeft aanleiding gegeven tot de volgende opmerkingen van de Raad van State:

'1. Volgens de memorie van toelichting voorziet dit artikel in de toewijzing aan de gemeenschappen van een vast percentage van de te verdelen winst van de Nationale Loterij 'teneinde de gemeenschappen een ruimere autonomie te geven inzake de aanwending van middelen afkomstig van de Nationale Loterij'. Verderop in de memorie wordt evenwel gepreciseerd: 'Het is de expliciete bedoeling dat de Gemeenschappen deze middelen aanwenden voor de betoelaging van initiatieven of projecten van maatschappelijk belang.'

Krachtens artikel 175, eerste lid, van de Grondwet stelt een wet aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid het financieringsstelsel voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap vast, terwijl volgens het tweede lid van diezelfde grondwetsbepaling de Raden van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap, ieder wat hem betreft, de bestemming van hun ontvangen bij decreet regelen.

Daaruit vloeit voort dat het niet aan de bijzonder wetgever toekomt om zelf de toekomstige bestemming te bepalen van het gedeelte van de winst van de Nationale Loterij dat hij aan de gemeenschappen overdraagt. Bijgevolg moeten in het ontworpen artikel 62*bis*, § 1, de woorden 'met het oog op de betoelaging van initiatieven of projecten van maatschappelijk belang' vervallen.

2. Het ontworpen artikel 62*bis*, § 2, bepaalt dat het met toepassing van paragraaf 1 van dat artikel verkregen bedrag jaarlijks een bepaald percentage wordt toegewezen aan de Duitstalige Gemeenschap. Men weet evenwel dat, blijkens artikel 176, eerste lid, van de Grondwet, het financieringsstelsel voor de Duitstalige Gemeenschap bij gewone wet wordt vastgesteld en dat de financiering van die gemeenschap niet wordt geregeld in de bijzondere wet van 16 januari 1989, maar wel in de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap. Het ontworpen artikel 62bis, § 2, moet derhalve uit het ontwerp worden gelicht.

3. De verwijzing naar 'de in § 2 vastgestelde bedragen' (lees: het in § 2 vastgestelde bedrag), in het ontworpen artikel 62*bis*, § 3, moet worden geschrapt, rekening houdend met de opmerking sub 2.'[1]

De afdeling wetgeving kan in dit advies alleen maar verwijzen naar die opmerkingen.

In afwachting van de herziening van de bijzondere wet kan de Nationale Loterij alleen projecten financieren die betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid behoren van de federale Staat. De federale Staat zou, in voorkomend geval, ook een samenwerkingsakkoord kunnen sluiten met de deelgebieden om geldmiddelen samen te brengen met het oog op de financiering ofwel van afzonderlijke projecten waarvan

[1] *Voetnoot 1 van het geciteerde advies:* Advies 31.227/VR van de afdeling wetgeving van de Raad van State d.d. 21 februari 2001 over een voorontwerp van bijzondere wet 'tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten'.

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

de ene vallen onder de bevoegdheid van de federale Staat en de andere onder die van de deelgebieden, ofwel van gemeenschappelijke projecten waarvan bepaalde aspecten vallen onder de bevoegdheid van de federale Staat en andere onder die van de deelgebieden.[2] Maar hij mag met zijn eigen middelen hoe dan ook geen projecten financieren in aangelegenheden die uitsluitend tot de bevoegdheid van de deelgebieden behoren."

3. De doeleinden van openbaar nut waarnaar verwezen wordt in artikel 1 van het ontwerpbesluit, betreffen niet alleen aangelegenheden die in brede zin vallen onder de bevoegdheden van de gemeenschappen, zoals sport en cultuur, maar ook aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheden van de gewesten, zoals milieu. De in het ontwerpbesluit beoogde subsidiëringsregeling werkt bovendien niet middels een bijdrage door de bevoegde communautaire overheid afkomstig uit fondsen die rechtstreeks aan haar toegekend worden als deelname in de winst van de Nationale Loterij. Uit die dubbele vaststelling volgt dat artikel 62*bis* van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 geen rechtsgrond kan bieden voor die regeling.

4. Op een vraag in verband met de verenigbaarheid van het ingestelde mechanisme met de bevoegdheidsverdelende regels heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

"En réponse à votre question, vu la répartition des compétences entre les entités fédérées et le niveau fédéral, la Loterie Nationale ne peut bien sûr pas empiéter sur le champ de compétence des entités fédérées sans accord de celles-ci, et ce tout comme par le passé.

Au niveau fédéral, il peut néanmoins exister des activités ou des initiatives éventuellement nationales sur le plan social, familial, sociétal, philanthropique, patriotique, scientifique, culturel ou sportif qui ne relèvent pas des entités fédérées ou qui ne sont pas financées par celles-ci.

La formulation utilisée reprend en réalité quasiment mot pour mot les fins d'utilité publique visées à l'art. 1er 14° de l'AR du 20 février 1992 et au même article de l'AR du 24 janvier 1997, arrêtés qui exécutaient l'article 15 de la loi de 1991 sur la Loterie Nationale (postérieure aussi, comme la loi actuelle de 2002 sur la Loterie Nationale, à la Loi Spéciale de Financement du 16 janvier 1989).

Selon le dernier alinéa de l'art. 1er des AR précités, il n'était pas nécessaire que les activités visées au 14° soient subventionnées par un autre pouvoir public pour figurer dans les fins d'utilité publiques de la Loterie Nationale (sauf 1 exception), et il s'agissait donc d'activités indépendantes de celle subventionnées par d'autres pouvoirs publics. (À noter par ailleurs que l'AR du 20/02/1992 permettait aussi que soient financées par la Loterie Nationale des fins d'utilité publique qui relevaient d'autres pouvoirs publics, à condition que ceux-ci soient au préalable déjà subventionnés).

---

[2] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies:* De afdeling wetgeving verwees ongetwijfeld naar dat geval toen ze in verband met artikel 24 van een voorontwerp dat artikel 18 (aangepast) van de wet van 22 juli 1991 is geworden, wees op het volgende:
"De strekking van die bepaling, zoals ze geredigeerd is, is dubbelzinnig. Indien ze zo moet worden uitgelegd dat ze aan de overheid van de Gemeenschappen of de Gewesten medebeslissingsrecht verleent ten aanzien van projecten tot welker financiering zij geen bijdrage leveren, is ze in strijd met het beginsel van de exclusieve bevoegdheden van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten. Indien daarentegen wordt gedacht aan het geval waarin verscheidene openbare overheden gezamenlijk projecten financieren, is het normaal dat die overheden tot overeenstemming komen over de voorwaarden van hun onderscheiden bijdragen.
De tekst van artikel 24 moet bijgevolg worden herzien. Aangezien de Raad van State niet weet wat de echte bedoeling van de indiener van het ontwerp is, zal hij ervan afzien een tekstvoorstel te doen voor artikel 18 van de hierna voorgestelde tekst." (*Gedr.st.*, Senaat, 1296-1 (1990-1991), blz. 38).

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

Le même raisonnement vaut à notre estime pour le texte qui vous est soumis. Le système/l'articulation entre la loi de 1991 et l'AR de 1992 doit être modernisé/remplacé. C'est donc l'article 22, alinéa 1er de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale qui fonde légalement la Loterie Nationale."

5. De afdeling Wetgeving leidt uit die uitleg af dat het ontworpen mechanisme er louter toe strekt te komen tot het subsidiëren van initiatieven die ontwikkeld worden inzake federaal blijvende facetten van het beleid op vlak van "milieu" of op "sociaal", "familiaal", "maatschappelijk", "menslievend", "vaderlandslievend", "wetenschappelijk", "cultureel" of "sportief" vlak, in de zin van artikel 1 van het ontwerpbesluit. De inmenging in de gebieden van dat beleid die onder de gewesten en de gemeenschappen vallen, is daarentegen alleen denkbaar, zelfs met de instemming van de betrokken gewesten en gemeenschappen, als het er, luidens advies 30.782/VR, om gaat "geldmiddelen samen te brengen met het oog op de financiering ofwel van afzonderlijke projecten waarvan de ene vallen onder de bevoegdheid van de federale Staat en de andere onder die van de deelgebieden, ofwel van gemeenschappelijke projecten waarvan bepaalde aspecten vallen onder de bevoegdheid van de federale Staat en andere onder die van de deelgebieden", in welk geval er een samenwerkingsakkoord gesloten zou moeten worden.

6. Ten gunste van de aldus in herinnering gebrachte eensluidende interpretatie, levert het ontwerpbesluit geen moeilijkheden op wat de bevoegdheidsverdeling betreft.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Het vierde lid moet aangevuld worden met de vermelding van de datum 19 januari 2023.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Krachtens het tweede lid kan afgeweken worden van de bepalingen van het eerste lid zonder dat daarin gepreciseerd wordt van welke in het eerste lid vermelde elementen precies afgeweken kan worden.

De tekst moet in dat verband verduidelijkt worden, waarbij erop gelet moet worden dat de beoogde afwijkingsregeling in overeenstemming is met het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel en met de toepasselijke wettelijke bepalingen.

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

2. Op een vraag in verband met de overeenstemming van de woorden "personne physique ou juridique" in de Franse tekst van het tweede lid met de woorden "natuurlijke of rechtspersoon" in de Nederlandse tekst van dat lid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende aangegeven:

> "Il convient effectivement, dans la version française du texte, d'entendre personne morale au lieu de personne juridique, de façon à correspondre au texte néerlandais qui fait référence aux deux notions distinctes que sont les personnes physiques et les personnes morales."

De bepaling moet herzien worden in die zin.

3. Op een vraag in verband met de "maatschappelijke opdracht" en de "waarden" van de Nationale Loterij, waarvan gewag gemaakt wordt in het tweede lid, tweede streepje, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Le but social de la Loterie Nationale (ou mission sociale) est fixé par la loi du 19 avril 2002 et précisé dans le contrat de gestion du 13 septembre 2021, en particulier sa section III 'activités de la Loterie Nationale', reprenant une série de missions sociales. L'article 59 réfère à la Charte de Gouvernance d'Entreprise fixée par le Conseil d'administration, qui détermine les valeurs de la Loterie Nationale et les explicite en détail (Respect, Adhésion et Esprit d'équipe)."

Er wordt akte genomen van die uitleg.

4. Op de vraag wat de draagwijdte is van de woorden "lokale sociale activiteit" waarvan sprake is in datzelfde tweede lid, tweede streepje, heeft de gemachtigde van de minister het volgende aangegeven:

> "Par activités sociales locales, il faut entendre des activités qui sont aussi susceptibles de dépasser le territoire communal. En effet, par local il faut plutôt entendre des activités dont l'ampleur reste limitée, tout en pouvant s'étendre sur plusieurs communes. Il faut plutôt exclure les activités organisées à grande échelle, soit en termes d'affluence ou en terme de territoire (national ou régional). En outre, des activités sociales locales pourraient avoir une nature environnementale, scientifique, ou sportive."

De steller van het ontwerp moet nagaan of het adequaat is om het woord "sociale" te behouden voor lokale activiteiten, aangezien het de bedoeling is dat de beoogde lokale activiteiten ook kunnen draaien om het milieu of van wetenschappelijke of sportieve aard kunnen zijn, en dat terwijl in artikel 1 van het ontwerp een onderscheid gemaakt wordt tussen de activiteiten op "sociaal" vlak en de activiteiten op vlak van "milieu" of op "wetenschappelijk (…) of sportief" vlak.

Artikel 4

In de Franse tekst schrijve men "est abrogé" in plaats van "est supprimé".

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡

Artikel 5

Het is de bedoeling dat het ontworpen besluit in werking treedt op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding van koninklijke besluiten, namelijk tien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*,[3] dient te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding, teneinde eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe bepalingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Martine BAGUET

[3] Artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en in werking treden van wetten en verordeningen'.

‡LW-BHDXKAEAF-HDAIIVT‡